GLAD!

Revue sur le langage, le genre, les sexualités

04 | 2018

Rhétoriques antiféministes

Le traitement médiatique des violences faites aux femmes : entre instrumentalisation et invisibilisation

Violence Against Women in the Media: Between Instrumentalization and Invisibilization

Association Faire Face

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/glad/1020>

DOI : 10.4000/glad.1020

ISSN : 2551-0819

Éditeur

Association GSL

Référence électronique

Association Faire Face, « Le traitement médiatique des violences faites aux femmes : entre instrumentalisation et invisibilisation », *GLAD!* [En ligne], 04 | 2018, mis en ligne le 01 juillet 2018, consulté le 17 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/glad/1020> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/glad.1020>

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2020.

La revue *GLAD!* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Le traitement médiatique des violences faites aux femmes : entre instrumentalisation et invisibilisation

Violence Against Women in the Media: Between Instrumentalization and Invisibilization

Association Faire Face

- 1 Faire Face est une association toulousaine de prévention des violences faites aux femmes et adolescentes qui diffuse l'autodéfense féministe comme outil de prévention¹. La méthode mobilisée à Faire Face vient du Québec et s'appuie sur le partage de stratégies d'autodéfense verbale, physique et psychologique. C'est une méthode qui vise à prévenir les violences spécifiques² que vit le groupe social des femmes dans les espaces privés, professionnels et publics. L'autodéfense féministe se pratique dans un espace non mixte³ et au travers notamment d'une réflexion sur les messages intériorisés qui peuvent entraîner des freins au fait de se défendre, mais aussi au travers d'une réappropriation du corps, des ressources à notre disposition et d'une prise de conscience de nos capacités à se défendre⁴.
- 2 Les journées d'étude organisées par Arpège-EFiGiES-Toulouse en 2016 sur les « Rhétoriques antiféministes » ont été une opportunité pour notre association d'approfondir nos réflexions autour de l'appréhension des violences par les médias, par les politiques publiques et par les femmes elles-mêmes au sein des ateliers et stages d'autodéfense. En tant qu'association, nous tentons d'avoir un regard critique sur les choix politiques de lutte contre les violences faites aux femmes. Par ailleurs, les expériences partagées par les participantes aux ateliers évoluent en fonction de cette médiatisation⁵. Ainsi, nous tentons de mettre en parallèle les discours et représentations véhiculés sur les violences faites aux femmes avec l'état des savoirs divulgués par les enquêtes sociologiques. Il est question d'identifier la construction des

peurs, des représentations diffusées sur les violences et, par conséquent, en quoi cela peut constituer un frein à se défendre pour les femmes.

- 3 Avant toute chose, rappelons qu'il existe différents types de violences (agressions verbales, agressions physiques, atteintes et avances sexuelles, agressions sexuelles, pressions psychologiques, harcèlement psychologique) et qu'elles sont exercées dans les espaces publics⁶, au travail, dans le couple et la famille. Les violences envers les femmes restent majoritairement perpétrées dans l'espace privé. L'enquête ENVEFF⁷ a montré l'ampleur des violences conjugales⁸ : une femme sur dix en est victime. Selon l'enquête VIRAGE⁹ (INED, 2016), une femme décède tous les trois jours, tuée par son partenaire ou ex-partenaire en 2016. Dans 91 % des cas, les viols ou tentatives de viols ont été perpétrés par une personne connue de la victime, dans 45 % des cas, par le conjoint ou l'ex-conjoint.
- 4 Avec cette compréhension que nous apportent les enquêtes scientifiques, nous tentons de saisir les représentations biaisées des violences pouvant être véhiculées (image de la femme faible qui ne peut pas se défendre, construction d'un profil type d'agresseur) et leurs conséquences dans l'expérience des femmes : restriction de la mobilité des femmes, sentiment d'insécurité accru et centré sur l'espace public, invisibilisation des violences conjugales, etc. En cela, nous estimons qu'une représentation biaisée ou partielle des violences sert une autre finalité que la lutte contre les violences faites aux femmes à proprement parler et révèle une forme d'antiféminisme puisque cela empêche l'identification par les femmes des violences et des auteurs, et donc représente une entrave à leur *empowerment*¹⁰. Nous prenons ici l'exemple du traitement médiatique des violences faites aux femmes et sa focale sur les violences exercées dans l'espace public. Cet article s'attachera donc à identifier la dimension antiféministe reposant sur une idéologie sécuritaire et raciste du traitement médiatique des violences.

Une visibilité partielle des violences faites aux femmes sur la scène publique et médiatique : quelles conséquences ?

- 5 Ce sont, en premier lieu, les violences conjugales qui ont été considérées au niveau institutionnel en France.
Réclamée depuis les années 1970 par les féministes, cette prise en charge, permettant la constitution des violences conjugales en « problème public », arrive en 1989 avec la première campagne de lutte contre les violences conjugales. Les années 2000 ont vu s'opérer une prise de conscience du phénomène social : la visibilisation des violences faites aux femmes s'accroît via les médias, des campagnes de sensibilisation à une échelle nationale. Un tournant s'opère sur la scène publique et dans les médias après les années 2000. Alors que les violences envers les femmes dans l'espace public restaient sans grand relais médiatique ni politique (malgré les dénonciations du phénomène de la part de nombres d'universitaires et d'associations féministes), la décennie 2010 a vu émerger une médiatisation massive de ces violences, réduites le plus souvent à l'appellation « harcèlement de rue ». Des collectifs et associations travaillent à dénoncer la banalisation des violences dans les espaces publics et dans les transports en commun. Le terme « harcèlement de rue » devient incontournable. En novembre 2015, une campagne publique est lancée par le ministère des Affaires

sociales, de la Santé et des Droits des femmes annonçant pour 2016 un plan national « sur le harcèlement sexiste et les violences sexuelles dans les transports en commun » présentant 12 « mesures concrètes »¹¹.

- 6 Reste que cette prise de conscience n'est pas sans contradiction. Les violences de genre¹², dont le harcèlement sexiste, dans les espaces publics sont des réalités du quotidien qu'il est important de visibiliser mais non pas sans expliciter qu'elles s'inscrivent, comme le rappelle Marylène Lieber, dans un continuum des violences envers les femmes¹³ et ne sont qu'une des expressions plurielles et multiformes de ces violences. Nous identifions trois conséquences à cette focalisation de l'attention et de l'action sur les violences faites aux femmes dans l'espace public : la mise en retrait des violences conjugales, les effets sur le sentiment d'insécurité et la mobilité des femmes, l'alimentation de discours et politiques sécuritaires.
- 7 Fonctionnant comme des vases communicants, la contrepartie de cette focale a été une moindre attention et donc appréhension des violences perpétrées dans l'espace privé. La mise en lumière de celles-ci a permis à nombre de femmes de les identifier et de les dénoncer. Cependant, le fait de moins visibiliser les violences conjugales et leurs auteurs¹⁴ (majoritairement des proches) engendre une difficulté réaffirmée d'identification par les femmes elles-mêmes : elles peuvent avoir davantage de mal à nommer les violences qu'elles vivent au quotidien au sein de leur couple.
- 8 Par ailleurs, sur-médiatiser les violences de genre dans l'espace public a des conséquences sur le sentiment d'insécurité des femmes et sur leur mobilité, comme nous allons le développer dans la deuxième partie de cet article. Les féministes ont depuis longtemps pointé du doigt les effets d'une telle représentation des violences. Colette Guillaumin¹⁵ a qualifié de « dressage négatif » l'alimentation des craintes et du sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public, délégitimant leur présence hors de la sphère privée puisqu'elles s'exposeraient alors (volontairement) aux violences. Le pendant de ce dressage négatif est le dressage positif, soit la valorisation des femmes et de leur place dans la sphère privée. L'invisibilisation des violences conjugales à laquelle contribue cette focale sur les violences dans l'espace public nous semble jouer ce rôle de dressage négatif/positif.
- 9 Enfin, cette posture ne désigne qu'un seul type d'agresseurs. Ce changement de focale et la prise en considération par les institutions est en lien avec la montée des discours sécuritaires, qui s'installent dès la fin des années 1990, puis deviennent symbole des présidentielles de 2002. En lien avec le déclin de la gauche dans les urnes et la percée du FN au second tour de la présidentielle de 2002, la campagne présidentielle puis la politique de Nicolas Sarkozy a été largement basée sur cette problématique. Comme le souligne Pauline Delage, c'est dans le cadre de l'aide aux victimes et de la sécurité — et non de l'égalité entre femmes et hommes — que les associations de lutte contre les violences sont invitées à travailler avec les forces de l'ordre¹⁶. Le contexte politique est donc favorable à la visibilisation de ces violences, tout en étant instrumentalisées par certains partis et certaines personnalités politiques. Cette appréhension politique va de pair avec une « dépolitisation visant à éviter de remettre en cause les discriminations dont les femmes font l'objet »¹⁷. Certains faits d'agressions, en particulier d'agressions sexuelles envers des femmes dans la rue ou les transports, abondamment relayés par les médias deviennent des cas exemplaires associés à une rhétorique sécuritaire. Les médias ont ainsi joué un rôle dans l'émergence puis la sur-visibilisation des violences

dans l'espace public, alimentant ainsi les discours sécuritaires et la « nécessité » de politiques s'y intéressant.

Médiatisation des violences de genre dans l'espace public : l'alimentation d'une rhétorique sécuritaire et raciste

- 10 Le traitement médiatique des violences de genre dans l'espace public s'appuie sur deux stéréotypes sexués qu'il renforce aux conséquences politiques fortes : la femme faible, et le prédateur sexuel. Nous allons identifier ce type de rhétorique dans certains médias et présenter les effets pour les femmes dans un premier temps, sur leur sentiment d'insécurité, leur mobilité et sur leur propension à se défendre¹⁸, puis les effets en termes politiques, de renforcement d'une idéologie raciste et sécuritaire desservant la lutte contre les violences faites aux femmes dans un second temps. Nous nous appuyons sur des vidéos diffusées et des articles parus en ligne entre 2013 et 2017 dans la presse régionale, nationale et internationale.¹⁹

Les femmes : des proies fragiles

- 11 Le traitement médiatique des agressions sexistes et sexuelles s'inscrit en grande partie dans une rhétorique que nous qualifions de « sensationnaliste ». Premièrement, certaines agressions sont présentées comme des exemples symboliques, des cas « exemplaires » dans la mesure où ils sont très largement repris dans les presses locales, nationales et à la télévision. Cela a été le cas d'une agression sexuelle survenue à Lille, le 25 avril 2014, qui a fait couler beaucoup d'encre : « une jeune femme a été agressée sexuellement pendant 30 minutes par un homme ivre dans le métro de Lille »²⁰, relatée notamment sur le site du *Nouvel Obs*. La médiatisation insistait sur la non-réaction des témoins²¹. Ceci joue un rôle sur l'alimentation du sentiment d'insécurité des femmes : même en cas d'agression, elles ne peuvent solliciter d'aide ni même en attendre ; les personnes alentour resteront immobiles. Les cas contraires — des cas de réponses, de ripostes à des agressions ou des récits de « victoires » comme nous encourageons à en partager dans les ateliers d'autodéfense féministe afin de mettre en avant la capacité des femmes à se défendre — ne trouvent pas leur place dans les médias.
- 12 Le traitement médiatique a pour effet de promouvoir la restriction de la mobilité des femmes, en alimentant la représentation du caractère dangereux de l'espace public : comme le souligne Virginie Despentes dans *King King Théorie*²², oser s'y aventurer, cela signifie alors prendre un risque. Le traitement médiatique peut être plus ou moins subtil. L'exemple caricatural d'articles publiés sur *LaDépêche.fr* (quotidien régional) laisse peu de doutes quant aux objectifs des journalistes. L'article du 2 mai 2013, « Une étudiante violée en rentrant de soirée », décrivait avec de (trop) nombreux détails l'agression sexuelle d'une étudiante de 23 ans « revenant de soirée ». En conclusion, une recommandation qui frôle l'injonction : « Régulièrement, à Toulouse, des jeunes filles sont victimes d'agressions sexuelles la nuit. Il leur est conseillé d'éviter de se promener toutes seules ». L'article du 18 mai 2013, « Agressions sexuelles sur des étudiantes : faut-il avoir peur la nuit à Toulouse ? », conseillait une fois de plus aux femmes « la prudence », il conviendrait pour les femmes la nuit à Toulouse de « marcher tête

baissée », de « prier pour qu'il ne [leur] arrive rien ». Le journal s'adressait donc aux victimes plutôt qu'aux agresseurs, alimentant ce « dressage négatif » de façon explicite. Le Planning familial 31 s'était alors mobilisé pour dénoncer ce traitement médiatique avec deux communiqués publiés les 13 mai 2013 et 28 mai 2013. Aucune réaction du média local.

- 13 Interviewée sur *LeMonde.fr*, Marylène Lieber rappelle que les femmes subissent des « rappels à l'ordre sexuels, [...] qui leur rappellent sans cesse qu'elles sont des “proies” potentielles dans l'espace public »²³. En effet, la figure type du violeur s'attaquant à des jeunes femmes dans une rue sombre la nuit alimente l'idée de la faiblesse des femmes, les encourage à se percevoir comme des cibles, des victimes, des proies, justifiant ainsi le sentiment d'insécurité à l'extérieur (et non pas dans la sphère privée). Cette posture nie non seulement la réalité des violences conjugales mais également les histoires de « réussite » : la possibilité et les outils à disposition des femmes pour se défendre. De tels discours réitérés jouent non seulement sur la mobilité des femmes mais représentent aussi un frein à leur *empowerment*. Très régulièrement, lors de nos ateliers ou stages, des participantes partagent des peurs, font référence à des situations de type « seule dans la rue, la nuit/dans un parking souterrain... ». Parmi les situations types proposées par l'animatrice figure le fait d'être suivie dans la rue. Il s'agit de transmettre et de faire émerger des stratégies mais aussi d'illustrer des échanges précédents dans l'atelier invitant à déconstruire les messages extérieurs et stéréotypes véhiculés par les médias, les films, etc.

Les agresseurs : des figures d'exception

- 14 En parallèle de la représentation des femmes comme des proies fragiles est véhiculée une représentation « exceptionnelle » des agresseurs. Les auteurs de violence tels que décrits dans les médias relèvent volontiers du « hors-norme », soit ayant un caractère psychologique défaillant (« fou », « dérangé ») soit relevant d'une figure « extraordinaire » (« prédateur », « vampire », « inconnu », « frotteur »). Les agresseurs ne sont donc pas qualifiés en tant que tels, ni même nommés en tant qu'« hommes ». À titre d'exemple, des titres accrocheurs comme : « Paris : le frotteur du métro avait découpé ses pantalons à l'entrejambe »²⁴ ou « Le prédateur avait sévi en pleine nuit »²⁵.
- 15 Ce type de traitement médiatique a deux effets :
- l'invisibilisation du caractère systémique des violences de genre : le « fou » ou « prédateur » n'est pas un « monsieur-tout-le-monde », il est donc hors norme et fait figure d'exception. S'il s'agit d'une exception, il ne s'agit donc pas d'un fait de société, d'une conséquence de la socialisation genrée à la violence ou de la culture du viol. Il n'y aurait pas de dimension structurelle au phénomène de ces violences et donc pas d'actions de fond à réaliser pour lutter contre elles.
 - le profil type de l'agresseur est un « autre » non identifiable, un inconnu. L'insistance médiatique sur ce type d'agression corrélée à la banalisation, la romantisation et à l'invisibilisation des violences conjugales (qualifiées volontiers de querelles de couple, de disputes qui tournent mal, de crime passionnel, etc.) renforce la distorsion de la représentation des violences de genre qui seraient davantage le fait d'inconnus, donc des violences au caractère imprévisible et perpétrées dans la sphère publique. Or les chiffres nous montrent la prégnance et la prédominance des violences perpétrées par un proche : les femmes ayant vécu des violences sexuelles connaissent leurs agresseurs

dans 86 % des cas, selon l'Observatoire national des violences faites aux femmes (Lettre N° 4 – novembre 2014)²⁶. Cette représentation complexifie l'identification des violences conjugales et la capacité des femmes à se défendre lorsque l'agresseur est un de leur proche, leur compagnon ou mari ou membre de la famille.

- 16 Par ailleurs, l'alimentation de cette figure de l'autre, d'un inconnu, fou et/ou dérangé comme profil type de l'agresseur vient jouer un rôle de construction de l'altérité et d'une population-type d'agresseurs basée sur une stigmatisation liée à une idéologie raciste ambiante, comme nous le développons en troisième partie de cet article.

Les « autres », les hommes racisés, toujours plus sexistes

- 17 La compréhension du contexte politique dans lequel s'inscrit ce traitement médiatique est fondamentale pour saisir la construction des représentations sur les auteurs de violences. Nous défendons l'idée que le discours sécuritaire qui s'installe dès la fin des années 1990 dans le champ politique prend très largement appui sur une idéologie raciste. Le traitement médiatique des violences dans l'espace public est le reflet et le moteur de cette rhétorique.
- 18 Avec l'émergence de la problématique publique du « harcèlement de rue », la figure type du « harceleur de rue » se construit. Celui-ci est majoritairement présenté (dans les médias et dans les discours) comme un jeune homme racisé et/ou issu des classes populaires (« le banlieusard », « la racaille », « l'arabe »). Cette figure est relayée par différents types de médias et intériorisée massivement.
- 19 Le 26 juillet 2012, un documentaire réalisé à Bruxelles par une étudiante en audiovisuel fait un buzz médiatique. En caméra cachée, Sofie Peeters montrait le harcèlement coutumier dont elle était victime en se déplaçant dans les rues de son quartier. Si le documentaire a le mérite de dénoncer une réalité vécue par une majorité des femmes, son traitement médiatique a de quoi questionner. Une telle médiatisation n'est pas étrangère au fait que le documentaire se déroule dans un quartier où la population d'origine maghrébine est importante. Les personnes qui interpellent Sofie Peeters sur la vidéo sont en effet presque uniquement des hommes racisés.
- 20 Suite à ce buzz, quelques associations féministes ont attiré l'attention sur le fait que le harcèlement de rue est présent en tout lieu et perpétré par des hommes de toutes les classes sociales et origines et donc aussi par les hommes blancs. Elles rappellent le phénomène structurel des violences envers les femmes, dans lequel s'inscrivent les violences perpétrées dans l'espace public. Malgré ces alertes, les médias de masse se sont servis de la vidéo afin d'alimenter une rhétorique stigmatisante. Ainsi, le quotidien régional belge, *Sudinfo.be*, titre : « Femmes insultées dans les rues de Bruxelles : dans 95 % des cas ce serait par des Maghrébins »²⁷. Notons que l'information est immédiatement relayée par le site *fdesouche.com*. Évidemment, ce phénomène ne reste pas cantonné à la Belgique. Le 3 mars 2013, l'émission télévisée *Envoyé spécial* reprenait cette rhétorique avec le documentaire « Femmes : le harcèlement de rue » qui tentait de faire l'expérience en France. Une journaliste sortait alors dans les rues en utilisant une caméra cachée. Interrogée à la fin du documentaire, elle insistait « sans vouloir stigmatiser » sur le fait que les jeunes hommes qui l'avaient abordée étaient surtout noirs ou arabes... La plus récente polémique médiatique (reprise aussi bien par la presse locale que nationale et même internationale) autour du quartier populaire de La

Chapelle à Paris, qui serait devenue une « no-go zone » pour les femmes, réemploie ce même registre.

- 21 On voit donc se généraliser dans le discours médiatique cette figure du harceleur jeune, noir, arabe ou encore banlieusard. Ce phénomène n'est pas nouveau : le présupposé du jeune arabe de banlieue présumé davantage sexiste que les hommes blancs, existe depuis longtemps. Des chercheuses comme Christelle Hamel et Sylvie Tissot ont montré que l'accent mis sur le sexisme dans les banlieues « a eu comme premier effet de rendre invisibles la domination masculine et l'oppression de genre qui sévissent "ailleurs", c'est-à-dire dans le "monde occidental" ou chez les "Blancs" »²⁸.
- 22 Comme autre exemple d'un racisme et d'un classisme libéré, on peut citer la chronique « les cons des rues »²⁹. Chroniqueuse blanche, Noémie de Lattre est très explicite quand elle affirme que « les auditeurs de France Inter ne sont bien sûr pas ces gros cons ». Ainsi, elle réaffirme le présupposé classiste et raciste que le sexisme dans l'espace public ne concerne pas les intellectuels, les bourgeois, les Blancs. Noémie de Lattre cite explicitement le « jeune de banlieue », imitant un accent, le qualifiant d'« avorton au charisme d'huître [...], avec un jean sous les fesses, sa casquette à l'envers et son 18 de QI ». Elle s'indigne qu'il ose lui parler, à elle, qui est « un milliard de fois plus intelligente que lui, plus évoluée, plus sophistiquée et meilleure que lui ». Cette chronique reprend à son compte les arguments culturalistes visant à exotiser la sexualité des jeunes des banlieues qui agresseraient des femmes par « frustration sexuelle » liée à un « tabou culturel ». Ce stéréotype va dans le sens des travaux de Laurent Mucchielli et de ceux de Christelle Hamel³⁰ qui ont démontré une sur-médiatisation des viols collectifs dans les quartiers populaires ne correspondant pas aux réalités statistiques.
- 23 Si on parle de « frustration sexuelle » lorsqu'il s'agit d'un jeune homme racisé, à l'inverse, le viol ou tentative de viol d'un homme politique comme DSK va être qualifié de « trousseage de domestique » (selon Jean-François Kahn), qui ne provoque pas « mort d'homme » (selon les propos de l'ancien ministre socialiste Jack Lang) et celui-ci sera identifié comme « libertin » et non agresseur (en une de Sud-Ouest à la suite des affaires du Sofitel et du Carlton). En effet, comme le dit Alix Van Buuren, en réponse à la chronique de Noémie de Lattre, « nous ne dénonçons pas la violence des riches de la façon dont nous dénonçons la violence des "pauvres", on ne dénonce pas la violence des Franco-Français de la façon dont on dénonce celle des autres ou du moins celle qu'on décrit comme étant autre »³¹.

Conclusion

- 24 À notre échelle d'action associative et militante, ces focales sur l'insécurité dans l'espace public s'expriment dans les échanges lors des ateliers d'autodéfense : les participantes vont avoir davantage tendance, dans les premiers temps de l'atelier, à prendre pour exemple des agressions vécues dans la rue. Certes, il peut être considéré comme plus simple de parler de ce type d'agression que d'exposer en groupe la violence d'un proche. Cependant, nous notons une évolution des témoignages qui se portent davantage sur l'espace public ces dernières années. La grande visibilité de ce type de violences permet certes de les identifier et de les dénoncer mais les récits d'expériences peuvent également être empreints des stéréotypes véhiculés par les discours médiatiques.

Ainsi, il nous semble important de souligner que les violences faites aux femmes dans l'espace public ne sont pas prises en compte dans leur ensemble et leur complexité mais sont instrumentalisées à des fins racistes par les médias et l'espace politique. À contrario, les violences faites aux femmes racisées dans l'espace public sont totalement invisibilisées. Nous souhaitons citer à ce titre, l'article « du caractère polymorphe et multicolore du relou en milieu urbain » publié sur le blog *asclemmiewonders*³² faisant état de toutes les violences vécues par l'auteure du blog en tant que femme racisée « en mini short et collants troués » et perpétrées par des hommes blancs et/ou bourgeois. Il est important également de pouvoir relayer les violences vécues par les femmes portant un voile et, en particulier, depuis les attentats de *Charlie Hebdo*. Selon le CCIF³³, les agressions contre les musulman-e-s concernent beaucoup plus de femmes que d'hommes : elles représentent plus de 81 % des victimes et la quasi-totalité des agressions violentes³⁴. Les médias ne relayent pas la parole de toutes. Il nous semble important que les associations ou collectifs féministes qui s'emparent de la question des violences dans l'espace public soient vigilantes à relayer toutes les formes de violences.

- 25 Dans nos pratiques féministes, une réflexion intersectionnelle s'impose. Qu'il s'agisse des termes que nous employons entre nous ou dans les ateliers dispensés de façon à faciliter la parole de toutes sur l'ensemble des violences vécues, qu'il s'agisse des exemples présentés par l'animatrice ou de notre propre intériorisation des stéréotypes, nous souhaitons veiller à ne pas alimenter les effets de la sur-médiatisation ici développée. Il reste primordial de placer au cœur de nos pratiques l'expérience des femmes participantes, partir de leur vécu.
- 26 Par ailleurs, nous devons être vigilantes aux récupérations de l'autodéfense féministe. En effet, de ces discours sécuritaires associés à la sécurité des femmes naît un secteur florissant de la self-défense ou autodéfense féminine, majoritairement avec un animateur homme lors des ateliers. Or, on peut observer dans les communications de certains « instructeurs » de ce secteur, qu'ils véhiculent le discours sécuritaire, utilisent les figures de l'inconnu dangereux dans la rue, du jeune de banlieue et se prévalent, bien entendu, de toute approche systémique des violences et de toute compréhension féministe de la question des violences faites aux femmes, pour attirer des femmes dans leurs cours. Pour nous, l'autodéfense féministe ne peut être associée à ces rhétoriques sécuritaires et antiféministes. L'autodéfense féministe est un outil et doit rester un espace et un outil d'*empowerment*, de renforcement de la confiance en soi, de prise de conscience de ses propres armes par et pour les femmes.

Héloïse Prévost et Jennifer Quintas, pour
l'association Faire Face

Pour prendre contact avec l'association et/ou s'inscrire à des ateliers ou stages d'autodéfense :

Écrire à association@faireface-autodefense.fr — inscriptions@faireface-autodefense.fr

Appeler le 07-62-62-70-80

Suivez nos actus sur Facebook : [https://fr-fr.facebook.com/](https://fr-fr.facebook.com/FaireFaceAutodefense/)

[FaireFaceAutodefense/](https://fr-fr.facebook.com/FaireFaceAutodefense/)

Ou consulter les prochaines dates et s'inscrire directement via le site internet www.faireface-autodefense.fr

BIBLIOGRAPHIE

DELAGE, Pauline. 2017. *Violences conjugales. Du combat féministe à la cause publique*. Paris : Presses de Sciences Po.

DESPENTES, Virginie. 2006. *King Kong Théorie*. Paris : Grasset.

GUILLAUMIN, Colette. 2016 [1992]. *Sexe, race et pratique du pouvoir*. Paris : Éditions iXe.

HAMEL, Christelle. 2003. « Faire tourner les meufs. Les viols collectifs : discours des médias et des agresseurs » *Gradhiva* 33 : 85-92.

JASPARD, Maryse. 2007. « L'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (Enveff) : historique et contexte », in *Violence envers les femmes. Trois pas en avant deux pas en arrière*, CHETCUTI Natacha et JASPARD Maryse (éd.), Paris : L'Harmattan, 25-39.

LIEBER, Marylène. 2003. « La double invisibilité des violences faites aux femmes dans les contrats locaux de sécurité français » *Cahiers du Genre* [En ligne] 35(2), consulté le 17 juin 2018. URL : <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2003-2-page-71.htm> ; DOI : 10.3917/cdge.035.0071.

LIEBER, Marylène. 2008. *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*. Paris : Presses de Sciences Po.

MUCCHIELLI, Laurent. 2005. *Le scandale des tournantes : dérives médiatiques et contre-enquête sociologique*. Paris : La Découverte.

SANCHEZ, Camille. 2017. « Ivres, les médias nous parlent de féminicides » [En ligne], consulté le 28 juin 2018. URL : <https://camillesanchez.atavist.com/ivres-les-medias-nous-parlent-des-feminicides>

TISSOT, Sylvie. 2007. « Bilan d'un féminisme d'État » *Plein droit* [En ligne] 75, consulté le 17 juin 2018. URL : <https://www.gisti.org/spip.php?article1072>

NOTES

1. L'association Faire Face organise et anime, à Toulouse et en région Occitanie, des ateliers et des stages d'autodéfense tout au long de l'année à travers différentes formules ponctuelles (séances de 3 heures à 8 heures, ou stages de 14 heures sur plusieurs jours).

2. Par « spécifiques » est entendu la pluralité des formes de violences que subit le groupe social des femmes. Ce groupe social est bien entendu hétérogène : nous n'avons pas toutes le même vécu de violences selon nos origines, nos milieux sociaux, nos sexualités, nos identités de genre, nos âges, nos conditions physiques, nos expériences de vies, etc.

3. Les participantes aux ateliers de notre association, à l'heure actuelle, sont presque exclusivement des femmes cisgenre. C'est pourquoi, lorsque nous utilisons la catégorie « femmes », c'est à ce groupe que nous faisons référence. Pourtant, les personnes trans et intersexes sont également touchées par les violences de genre. Différentes associations et collectifs développent des stages pour et avec elles.

4. L'autodéfense féministe se distingue ainsi d'autres pratiques de self-défense ou autodéfense féminine où l'animation est souvent assurée par un homme provenant du secteur de la

surveillance ou de la police ou militaire et dont la pratique n'est pas basée sur une réflexion et analyse de genre des violences.

5. Lors des ateliers et stages, les participantes sont invitées à partager, si elles le souhaitent, des expériences d'agressions, de violences vécues ou dont elles ont été témoin, que ce soit avec des personnes de l'entourage, des personnes inconnues, des collègues, des proches, unE conjointE, des membres de la famille, des personnes travaillant dans des institutions/autres structures fréquentées.

6. L'espace public est entendu comme un environnement « extérieur », par opposition au couple, à la famille, au foyer, au cercle d'amis. Il exclut aussi le lieu du travail et recouvre des lieux aussi divers que la rue, les grands magasins, les clubs de sport, les restaurants, les transports en commun etc. voir JASPARD, Maryse. 2007. « L'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (Enveff) : historique et contexte », in CHETCUTI Natacha et JASPARD Maryse (dir), *Violence envers les femmes. Trois pas en avant deux pas en arrière*. Paris : L'Harmattan, 25-39

7. Enquête Nationale sur les Violences Envers les Femmes en France, première enquête statistique sur ce thème en France menée en 2000 auprès d'un échantillon représentatif de 6970 femmes âgées de 20 à 59 ans et résidant en métropole.

8. « Par-delà les actes violents caractérisés (brutalités physiques et sexuelles), l'accumulation de faits, de gestes, de paroles en apparence sans gravité peuvent constituer un comportement violent. Perpétrés dans la durée, les actes violents constituent un continuum, si bien que distinguer séparément des types de violences verbales, psychologiques, physiques ou sexuelles s'avère peu pertinent ; le terme "situation de violences conjugales" apparaît plus à même de rendre compte de la réalité du phénomène » JASPARD, Maryse. 2007. « L'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (Enveff) : historique et contexte », in CHETCUTI Natacha et JASPARD Maryse (dir), *Violence envers les femmes. Trois pas en avant deux pas en arrière*. Paris : L'Harmattan, p. 36.

9. L'enquête Violences et rapports de genre (VIRAGE) a été réalisé en 2015 auprès d'un échantillon de 27000 femmes et hommes, représentatif de la population âgée de 20 à 69 ans, vivant en ménage ordinaire, en France métropolitaine

10. Par *empowerment* est entendu le processus dynamique d'acquisition de différentes formes de pouvoir : pouvoir sur, pouvoir avec, pouvoir de, pouvoir intérieur pouvant engendrer des changements à l'échelle individuelle, collective et structurelle.

11. Plan national de lutte contre le harcèlement sexiste et les violences sexuelles dans les transports en commun, téléchargeable sur <http://stop-violences-femmes.gouv.fr/Le-plan-national-de-lutte-contre.html>

12. À noter que l'expression « violence faites aux femmes » a été celle d'abord utilisée au sein de la recherche scientifique et par les politiques publiques. Par la suite, la notion de « violence de genre » est apparue (comme le montre le nom de l'enquête Virage), notion que nous adoptons dans ce texte lorsque que nous présentons des éléments de notre propre analyse. Lorsque nous abordons l'appréhension par les politiques publiques, nous adoptons l'expression que ces mêmes politiques adoptent sur la période citée.

13. LIEBER, Marylène. 2003. « La double invisibilité des violences faites aux femmes dans les contrats locaux de sécurité français » *Cahiers du Genre* [En ligne] 2(35), consulté le 17 juin 2018. URL : <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2003-2-page-71.htm> ; DOI : 10.3917/cdge.035.0071.

14. Ici le terme « auteurs » est employé au masculin, du fait de la prise en compte de la réalité et des données statistiques qui montrent que la grande majorité des auteurs de violences sont des hommes.

15. GUILLAUMIN, Colette. 2016 [1992]. *Sexe, race et pratique du pouvoir*. Paris : Éditions iXe.

16. DELAGE, Pauline. 2017. *Violences conjugales. Du combat féministe à la cause publique*. Paris : Presses de Sciences Po.
17. LIEBER, Marylène. 2008. *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*. Paris : Presses de Sciences Po, p. 301
18. C'est-à-dire mettre en place des stratégies, que ce soit en ripostant par des mots, par des gestes et/ou des coups, en désamorçant, en fuyant, en interpellant, en cherchant la désescalade, en créant de la solidarité autour de soi, en dénonçant, en en parlant...
19. Dans une même démarche, notons l'enquête réalisée par Camille Sanchez sur le traitement médiatique des féminicides : SANCHEZ, Camille. 2017. « Ivres, les médias nous parlent de féminicides » [En ligne], consulté le 28 juin 2018. URL : <https://camillesanchez.atavist.com/ivres-les-medias-nous-parlent-des-fminicides>
20. Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com/faits-divers/20140425.OBS5175/lille-une-femme-agressee-dans-le-metro-dans-l-indifference-generale.html>
21. « Agression dans le métro de Lille: ce qui a poussé les passagers... à ne rien faire » ; source : <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1194546-agression-dans-le-metro-de-lille-ce-qui-a-pousse-les-passagers-a-ne-rien-faire.html>
22. DESPENTES, Virginie. 2006. *King Kong Théorie*. Paris : Grasset.
23. Source : https://www.lemonde.fr/culture/article/2012/10/04/la-rue-fief-des-males_1770418_3246.html
24. Dépêche du 11 janvier 2016 reprise, entre autres, dans *LeParisien.fr* (<http://www.leparisien.fr/paris-75/le-frotteur-du-metro-avait-decoupe-ses-pantalons-a-l-entrejambe-11-01-2016-5440895.php>), *LaDépêche.fr* (<https://www.ladepeche.fr/article/2016/01/12/2254195-paris-frotteur-metro-avait-decoupe-pantalons-entrejambe.html>), *20minutes.fr*, *lenouveaudetective.com*, *lejournaldesfemmes.com*.
25. Source : <https://www.ladepeche.fr/article/2015/10/09/2194213-le-predateur-sexuel-avait-sevi-en-pleine-nuit.html>
26. Source : <http://stop-violences-femmes.gouv.fr/no4-Violences-au-sein-du-couple-et.html>
27. Source : <http://www.sudinfo.be/archive/recup/468479/article/regions/bruxelles/2012-07-26/femmes-injuriees-dans-les-rues-de-bruxelles-dans-95-des-cas-ce-serait-par-des-ma>
28. TISSOT, Sylvie. 2007. « Bilan d'un féminisme d'État » *Plein droit* [En ligne] 75, consulté le 17 juin 2018. URL : <https://www.gisti.org/spip.php?article1072>
29. Chronique du 21 juin 2014, visible sur <https://www.youtube.com/watch?v=U7OzhGqL-Kc>
30. Voir MUCCHIELLI, Laurent. 2005. *Le scandale des tournantes : dérives médiatiques et contre-enquête sociologique*. Paris : La Découverte, et HAMEL, Christelle. 2003. « Faire tourner les meufs. Les viols collectifs : discours des médias et des agresseurs » *Gradhiva* 33 : 85-92.
31. Source : <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-nos-vies-connectees/20140626.RUE4631/le-harcelement-de-rue-et-le-feminisme-bourgeois.html>
32. <http://clemmiewonder.tumblr.com/post/98134059269/du-caract%C3%A8re-polymorphe-et-multicolore-du-relou-en>
33. Collectif Contre l'Islamophobie en France
34. LORRIAUX, Aude. 19/10/2015. "Les actes anti-musulmans cachent-ils une misogynie?", *Slate*, date de consultation. URL : <http://www.slate.fr/story/106363/actes-anti-musulmans-misogynie>

RÉSUMÉS

À partir de l'expérience et des réflexions portées au sein de l'association d'autodéfense féministe Faire Face, cet article présente une analyse sur l'instrumentalisation des violences faites aux femmes par les médias et certains discours politiques. Au travers d'exemples médiatiques, nous étudions en quoi l'importante médiatisation des violences dans l'espace public contribue à invisibiliser les violences dans l'espace privé et peut porter à une restriction de la mobilité des femmes. En perpétuant les mythes selon lesquels la rue est plus dangereuse pour les femmes que l'espace privé, ces rhétoriques alimentent leur sentiment d'insécurité. Par ailleurs, les focales sur les violences perpétrées par certaines populations (racisées et/ou issues de la classe populaire) invisibilisent les auteurs de violences issus d'autres groupes sociaux ainsi que les violences spécifiques vécues par les femmes racisées dans l'espace public. Enfin, le processus de récupération des pratiques féministes comme l'autodéfense féministe est discuté, avec l'exemple des initiatives de « self-defense féminine ». Nous réaffirmons que l'autodéfense féministe est un outil d'*empowerment*, de renforcement de la confiance en soi, de prise de conscience de ses propres armes par et pour les femmes.

Based on the experience and reflections of the feminist self-defense Association Faire Face, this article presents an analysis of the instrumentalization of violence against women by the media and by political discourses. Through media examples, we study how the important media coverage of violence in the public space contributes to invisibilize violence in private spaces and can lead to a restriction of women mobility. By perpetuating the myths that streets are more dangerous for women than private spaces, these rhetorics increase their sense of insecurity. Moreover, focusing on violence perpetrated by certain populations (racialized and / or from the popular class) invisibilizes violent acts perpetrated by men from other social groups as well as the specific violence experienced by racialized women in the public space. Finally, the process of appropriation of feminist practices is discussed, with the example of "women's self-defense" initiatives. We reaffirm that feminist self-defense is a tool for empowerment, self-confidence, awareness of one's own weapons by and for women.

INDEX

Keywords : feminist self-defense, media, violence, sexual harassment, discourses on women's safety, security rhetorics, racist rhetorics

Mots-clés : autodéfense féministe, médiatisation, violences, harcèlement de rue, discours sécuritaires et racistes

Thèmes : Explorations

AUTEUR

ASSOCIATION FAIRE FACE

Créée à Toulouse en 2007, Faire Face est une association de prévention des violences contre les femmes qui organise et anime des ateliers et stages d'autodéfense. Méthode créée par des femmes pour des femmes, l'autodéfense consiste à transmettre et partager une large palette d'outils et de stratégies psychologiques, verbales et physiques afin de favoriser et d'encourager la liberté, la confiance en soi et l'autonomie des femmes.